

# NON AUX RESTRUCTURATIONS-DESTRUCTIONS DE SARKOZY-BACHELOT

Les fermetures annoncées ne doivent pas surprendre, c'est la nième décision gouvernementale en ce sens depuis plus de 15 ans.

La loi HPST-Bachelot amplifie et accélère cette politique qui vise à restreindre le service public et à favoriser le privé lucratif, ce que la fermeture de la radiothérapie de Guéret confirme. Sans compter les menaces qui se profilent contre la Sécurité sociale...

Au contraire ce n'est pas de destruction que le Service Public de santé a besoin mais de plus de moyens et de cohérence pour se renforcer et répondre aux besoins de l'offre de soins. Mais c'est une toute autre politique que ne fera jamais un gouvernement qui n'a pas le courage d'assumer une meilleure répartition des personnels de santé en fonction des besoins, bien au contraire même, puisqu'il y a reculé sur ce point face aux très timides avancées proposées ces derniers temps.

Les arguties employées : sécurité, fuites des patients, regroupement plus efficaces... ne doivent pas nous tromper. Ce sont des arguments à géométrie variable, surtout quand on fixe des chiffres ou quotas, on l'a bien vu pour les maternités : 300 accouchements par an, et alors Juvisy, Ivry, St Antoine... et ailleurs ! Et pourquoi 1500 actes chirurgicaux et pas 1000 ou 2000 ? D'autant que cela ne veut rien dire, il faut connaître les actes répertoriés, le nombre de chirurgiens... Il arrive que dans de grands services avec un nombre conséquent de chirurgiens, chacun d'entre eux fasse moins d'actes que ceux d'un hôpital de petite dimension... Et d'autre part la chirurgie n'est pas une question de quantité mais de qualité, et ceux qui font trop d'actes n'ont parfois pas le temps de bien s'occuper des patients concernés... Mais le bon sens n'est pas ici de mise.

Dans tous les cas ces annonces autocratiques et centralistes (regroupement sur des hôpitaux pivots, centraux...)

1- déstabilisent et fragilisent encore plus les établissements visés, et vont avoir dans l'immédiat pour résultat évident d'accélérer les fuites et de rendre quasi impossibles les recrutements de personnels nécessaires, ce qui contribuera encore plus à «justifier» les suppressions ! C'est une politique irresponsable, manipulatrice et scandaleuse en terme de santé publique.

2- menacent l'activité visée, mais avec elle toutes les autres activités liées, qui vont à leur tour risquer la fermeture, comme malheureusement les multiples fusions passées nous l'ont prouvé : ce sont souvent chirurgie, maternité, urgences, cardiologie, réanimation... L'effet d'entraînement est presque toujours opérationnel, l'hôpital connaissant une évolution en peau de chagrin très rapidement.

3- détruisent et désertifient encore plus bien des secteurs, et donc vont renforcer les problèmes des populations : déplacements longs, coûteux et dangereux pour ceux qui le peuvent, abandon des soins pour une partie des personnes isolées et/ou à faible revenu.

Partout où l'hôpital public est atteint (comme tous les autres services publics), partout l'effet répulsif se produit et renforce les désertifications en cours, à commencer par la médecine libérale, déjà en insuffisance, qui ne vient plus dans ces zones délaissées.

4-il nous faut répéter haut et fort que la destruction de services de santé publique n'est ni la sécurité annoncée (au contraire vu la multiplication des déplacements souvent problématiques et les pertes de chances occasionnées par l'éloignement), ni la qualité annoncée (encombrement des sites de regroupements qui ne disposent déjà de pas assez de personnels), ni la démocratie souhaitée puisqu'élus, personnels et usagers ne sont quasiment jamais consultés, et de moins en moins avec la réduction drastique de leur représentation et de leur pouvoir avec la loi Bachelot. Le risque est très grand que nos hôpitaux publics dévastés laissent la place à un privé de plus en plus onéreux pour les usagers, avec des dépassements d'honoraires de plus en plus systématiques une fois que la disparition du service public sera manifeste.

NON AUX FERMETURES ET À UNE CENTRALISATION ABSURDE DÉTRUISANT  
LA NECESSAIRE PROXIMITÉ  
OUI A DES CHOIX DEMOCRATIQUES METTANT EN PRIORITE L'INTÉRÊT DES  
TERRITOIRES ET DES CITOYENS AU PREMIER PLAN  
OUI A UN AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ÉGALITAIRE ET SOLIDAIRE  
OUI À UNE VRAIE SUBSIDIARITÉ DANS LE CADRE DE RÉSEAUX  
INTELLIGEMMENT CHOISIS PAR LES INTÉRESSÉS EUX-MÊMES

**La Coordination exprime sa totale solidarité avec les élus, personnels et usagers qui partout résistent pour conserver notre bien commun : une santé accessible à tout moment et en tout lieu, de manière égalitaire et au moindre coût.**

Communiqué du 5 juillet 2010